

**délibération :
D_2020_5_8**

SEANCE DU LUNDI 15 JUIN 2020

Nombre de conseillers en
exercice : 19

L' an deux mille vingt , le lundi 15 juin à 20 h 30, le Conseil Communal dûment
convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle polyvalente de Jussac, sous
présidence de Monsieur RODIER Jean-François, Le Maire.

Présents : 18

Date de convocation du : 10 Juin 2020

Votants : 18

**Objet : Orientations et
crédits affectés à la
formation des conseillers
municipaux**

Présents : Monsieur ANDRE Jean-Luc, Monsieur ARNAL André, Madame BASTIEN
Joëlle, Madame CLUSE Nathalie, Madame COLOMB Yvette, Madame FOUSSAT
Françoise, Madame GANE Cécile, Monsieur GRAFFOILLERE Pierrick, Monsieur
LACROIX Michel, Madame LINARD Danielle, Madame MALHERBES Caroline,
Madame PRADEL Céline, Monsieur RODIER Jean-François, Monsieur ROFFY
Jacques, Madame ROUX Céline, Monsieur SCIORETO Cyrille, Monsieur VIOLLE Willy,
Madame DELHOSTAL Anne

Absent(s) :

Excusé(s) : Monsieur ROUX Hervé

Secrétaire de Séance : Madame Nathalie CLUSE

Me DELMAS ayant présenté sa
démission le 15-06-2020, son
remplaçant Mr ROUX, ayant été
prévenu le soir même par
téléphone, n'a pu être présent pour
raisons personnelles.

Monsieur le Maire rappelle qu'en application de l'article L. 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal est amené à se prononcer, dans les trois mois de son renouvellement, sur les orientations et les crédits affectés à la formation des conseillers municipaux ;

Considérant la volonté de la municipalité de permettre à ses élus d'exercer au mieux les missions qui leur sont dévolues dans le cadre de leur mandat ;

Considérant la volonté de la collectivité de répondre de manière optimale aux problématiques qui se posent dans le cadre de la gestion de la commune ;

Considérant qu'il y a intérêt à définir les conditions d'exercice du droit à formation de ses membres ;

Monsieur le maire rappelle que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu ne peut bénéficier que de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient.

Considérant que le montant des dépenses de formation, incluant les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement ainsi que les compensations de perte de revenus subies par l'élu dans ce cadre, ne peut être inférieur à 2 % et ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune (art. L 2123-14 du CGCT)* ;

Compte tenu des possibilités budgétaires, il est proposé qu'une enveloppe budgétaire d'un montant **de 4000€** soit consacrée chaque année à la formation des élus ;

Le conseil, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE que conformément aux dispositions de l'article L. 2123-12 du Code général des collectivités territoriales, la formation des membres du conseil municipal sera essentiellement axée sur les thèmes suivants :

- * finances / marchés publics
- * personnel fpt
- * urbanisme
- * voirie / travaux
- * police municipale
- * état civil / législation funéraire
- * affaires sociales

- **ADOpte** le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux **d'un montant de 4000 €**.

Accusé de réception en préfecture
n° 2015-03092-01
Date de télétransmission : 22/06/2020
Date de réception préfecture : 22/06/2020

- **PRECISE** que la prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- * agrément des organismes de formations
- * dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement
- * liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses

Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Au registre sont les signatures,
Pour copie conforme,
Le Maire,
Jean-François RODIER

